

POINTS FORTS

PAGE 2

Echos d'une législature au Grand Conseil

PAGE 3

Nos candidats au Grand Conseil

PAGE 4

Notre candidat au Conseil d'Etat

Signez l'initiative contre les forfaits fiscaux

Votations du 11 mars, le POP vote :

« 6 semaines de vacances pour tous » OUI

« Pour des jeux d'argent au service du bien commun » OUI

« Prix du livre » OUI

« Pour en finir avec les constructions envahissantes de résidences secondaires » OUI

« Pour un traitement fiscal privilégié de l'épargne-logement » NON

Résistance
Mensuel du POP vaudois & Gauche en mouvement
Rédaction: Chauderon 5, 1003 Lausanne
Téléphone: 021 312 06 76
fax: 021 312 06 97
e-mail: info@popvaud.ch
Responsable: Céline Misiego
Tirage: 13 000 exemplaires
CCP Résistance: 10-769952-7
Abonnement annuel: 25 Frs
Abonnement de soutien: 40 Frs

Comité de rédaction: Michel Buhler, Elisabeth Brindesi, Didier Divorve, Christiane Jaquet-Berger, Pierre Jeanneret, Julien Sansonnens, David Payot

Ont collaboré à ce numéro: Emilie Glauser, Didier Martin, Monique Misiego

RENFORCER LA GAUCHE COMBATIVE POUR TRACER D'AUTRES VOIES!

Le 11 mars, le peuple élira ses représentants au Grand Conseil et au Conseil d'Etat. Il s'agit d'un rendez-vous important, et nos choix détermineront la politique menée pour les cinq prochaines années dans notre canton. Pour le POP & Gauche en mouvement, l'enjeu est multiple: faire progresser la justice sociale et l'écologie, contribuer au renversement de la majorité au Grand Conseil et offrir une alternative combative, résolument à gauche, au gouvernement.

Dans le cadre de ces élections, notre parti a conclu une alliance avec plusieurs mouvements de la gauche combative et de la décroissance. Outre nos alliés de solidaritéS, cette convergence nouvelle s'effectue avec nos amis veveysans du mouvement «Alternatives», avec les décroissants de «Point de départ», et avec des militants n'appartenant à aucune formation existante. Réunis sous la bannière «La Gauche», nous proposons de tracer d'autres voies, nous voulons réorienter la politique cantonale vers un meilleur partage des richesses, plus de solidarité, plus de liens sociaux et un engagement écologiste qui ne s'arrête pas aux bonnes intentions. Alors que les partis installés débattent de retouches du système, nous proclamons qu'un radical changement de cap est nécessaire, urgent et possible.

Sept priorités politiques

Nos priorités, qui s'incarnent dans des revendications concrètes, sont au nombre de sept. Elles constituent le fond de notre programme commun :

- Nous affirmons que le logement est un droit. Contre la logique des loyers spéculatifs, nous disons que chacun doit pouvoir avoir un toit. Nous voulons une réelle politique publique du logement.
- Les riches deviennent toujours plus riches: nous voulons la suppression des cadeaux fiscaux et une meilleure répartition des richesses par l'impôt.
- Nous critiquons le culte de la croissance à tout prix. Le dérèglement climatique est la conséquence d'une croissance non régulée et non soutenable dans la durée.
- Nous voulons une assurance cantonale publique en matière de soins dentaires. Le droit à la santé passe aussi par des soins dentaires accessibles à chacune et chacun.
- Nous luttons contre le racisme qui nous divise. Nous voulons la régularisation des sans-papiers et luttons contre toutes les discriminations.



COMMENT VOTER POP/ LA GAUCHE ?

Chaque voix compte !

Afin que votre vote soit le plus efficace possible, votez la liste, sans modifications! C'est le nombre de listes complètes qui compte pour obtenir des sièges. En votant compact, vous maximiser les chances du POP et de toute la gauche combative !

- Nous voulons travailler moins pour travailler tous. Contre le chômage qui n'épargne aucune catégorie sociale, nous voulons partager le travail.

- Nous voulons en finir avec le scandale des travailleuses et travailleurs pauvres: nous exigeons un salaire minimum, pour que chacun puisse vivre dignement !

Tracer d'autres voies économiques et politiques, construire une société plus responsable, plus solidaire et plus équitable: voilà l'ambition du POP et de «La Gauche». Pour cela, nous proposons de redéfinir de toute urgence nos priorités et nos besoins fondamentaux. Nous voulons également renouer avec d'autres dimensions essentielles de la vie culturelle, artistique, affective, spirituelle, citoyenne, altruiste reléguées aujourd'hui à une place marginale, mais qui pourraient être développées réellement sans limites et sans péril pour la planète.

Des listes de la gauche combative dans six districts

Des candidats du POP se présentent dans six districts. A Lausanne, dans la Riviera, dans le Nord vaudois et dans l'Ouest lausannois, ces camarades figurent sur des listes «La Gauche», tandis qu'à Nyon, il s'agit d'une liste «POP – solidaritéS». Dans

le district d'Aigle, un candidat figure sur la liste PS-POP. La gauche combative dispose aujourd'hui de cinq député-e-s au Grand Conseil: nous voulons accroître ce nombre et contribuer ainsi au basculement à gauche du parlement. Les décisions prises par le Grand Conseil touchent directement notre quotidien: santé, assurances sociales, chômage, transports publics, éducation, approvisionnement alimentaire... Dans tous ces domaines, et dans bien d'autres, les choix décidés par nos élus ont une influence sur nos vies. C'est bien pour cela que nous voulons faire élire des députés du POP et de la gauche combative: notre parti a prouvé qu'il se bat en faveur de la population. Nous ne défendons pas les privilèges d'une petite caste, nous nous engageons pour le plus grand nombre !

Chaque voix compte

En votant «La Gauche», il n'y a pas de risque que votre voix soit «perdue». En effet, nos listes sont apparentées avec le PS et les Verts: si votre suffrage n'est pas suffisant pour élire un-e député-e de «La Gauche», il ira à l'une de ces deux formations. Glissez donc sans hésiter les deux bulletins «La Gauche» dans l'enveloppe !

Julien Sansonnens

EDITO

L'affaire Hildebrand nous a réservé une dernière surprise: l'Aargauer Zeitung (10.01.2012) a montré que notre banquier national recevait en 2009 un salaire annuel de 994'800 francs, et ne payait des impôts que sur 96'200 francs. Comment a-t-il pu déduire presque 900'000 francs de sa déclaration d'impôts? Le journal cite trois possibilités: déclarer une activité indépendante déficitaire, déduire des frais d'entretien pour son immeuble, ou racheter des années de deuxième pilier. Avec ces cotisations supplémentaires, on s'assure une rente plus élevée pour sa retraite, on diminue sa fortune imposable, et on déduit de ses revenus le montant versé. Une excellente manière de faire baisser ses impôts – lorsqu'on a des impôts et une fortune élevés; pour la majorité des salariés, cette possibilité reste marginale.

Avec l'initiative sur l'épargne logement, M. Hildebrand aurait une possibilité supplémen-

taire: déduire jusqu'à 15'000 francs par année et par conjoint de ses revenus, et les placer sur un compte spécial pour l'achat ou la réparation de son logement. Un cadeau fiscal qui profitera encore à celles et ceux qui ont les moyens de mettre des dizaines de milliers de francs de côté, et qui ont déjà exploité les possibilités des deuxième et troisième piliers. Pendant ce temps, la majorité des citoyens/-nes paie de plus en plus de loyers, et n'en déduit que 6'300 francs au maximum pour les impôts. C'est pourquoi le POP dit non à l'épargne-logement telle qu'elle est proposée.

Plus discret que M. Hildebrand, M. Kamprad vit à Epalinges depuis 36 ans. Détenteur d'IKEA, il est considéré comme l'homme le plus riche de Suisse, avec une fortune de 35 à 36 milliards. Pourtant, ses impôts sont bien en dessous du million, et il n'est même pas le plus gros contribuable d'Epalinges. C'est le fonctionnement des forfaits fiscaux qui

permet cela, pour M. Kamprad et 5'400 autres «réfugiés fiscaux» en Suisse. Pour arrêter ce système, le POP appelle à signer et faire signer l'initiative «Pour l'abolition des forfaits fiscaux».

M. Hildebrand et M. Kamprad ne sont que deux exemples, l'épargne-logement et les forfaits fiscaux ne sont que deux points forts. Plus largement, nous défendons une fiscalité juste, sans privilèges pour les plus riches, et tenant mieux compte des charges financières de la majorité de la population. Nous comptons sur votre soutien aux élections cantonales du 13 mars, et au cours de la prochaine législature.

David Payot

SE LOGER EST UN DROIT, MAIS PAS A N'IMPORTE QUELLES CONDITIONS

Le POP vaudois & gauche en mouvement a la grande tristesse d'annoncer le décès de son camarade
MICHEL BUENZOD
membre fidèle du parti et compagnon de Sol Béhar.

Les Éditions d'en-bas ont le plaisir de vous proposer le livre

« **POPISTES: Histoire du Parti ouvrier et populaire vaudois de 1943-2001** »

au prix exceptionnel de 20.-

Cet ouvrage, écrit par notre camarade et historien Pierre Jeanneret, retrace l'histoire de notre parti, de sa création jusqu'au début du nouveau siècle

Ed. d'en bas, Côtes-de-Montbenon 30, 1003 Lausanne

tél. 021 323 39 18, enbas@bluewin.ch

Il est des besoins humains qui sont des fondamentaux. Manger, boire, se vêtir, se loger. Tous devraient être des droits inaliénables dans une société moderne et civilisée. Force est cependant de constater qu'on en est encore loin et notre société est peut-être un tant soit peu moderne, mais nullement civilisée.

La crise du logement est un des thèmes politique de « La Gauche » - et donc du POP & Gauche en mouvement - dans la campagne actuelle en vue des élections cantonales du 11 mars. Cette crise a de nombreuses causes et il est important de passer en revue la situation actuelle avant de passer à des propositions concrètes.

La venue d'entreprises internationales qui ont asséché un marché de l'immobilier déjà mal en point en est une cause qui ne peut être ignorée ou minimisée. Une absence quasi-totale de volonté politique permettant de juguler la spéculation et la mise en valeur des terrains en main des collectivités cantonales et communales en est une autre. Finalement, les propriétaires fonciers et promoteurs immobiliers cherchant à tout prix une maximisation des profits doivent également assumer leur part de responsabilités.

La pratique actuelle de la fixation des loyers en fonction du taux hypothécaire est inadaptée à plus d'un titre. Pour commencer, les hausses sont systématiquement répercutées par les propriétaires. Pour les baisses, c'est par contre au locataire de quémander une répercussion sur son loyer. D'autre part, cette méthode ne tient aucun compte de la dette hypothécaire. Il ne faut se faire aucune illusion; les propriétaires amortissent leurs dettes via une partie des loyers, mais continuent d'encaisser comme si leur immeuble étant complètement sous hypothèque. Puis, lorsqu'ils ont suffisamment amorti, il se relancent dans l'achat d'un nouvel immeuble. Un rendement sur une dette inexistant, que rêver de plus ironique ?

La spéculation en tant que telle n'est nullement freinée par quelque moyen que ce soit. On pourrait rétorquer à cette affirmation que la loi cantonale sur les impôts prévoit de taxer les gains immobiliers. Un tarif dégressif allant de 30% en cas de revente dans les 12 mois et diminuant jusqu'à 7% en cas de revente après 24 ans n'est pas, et de loin, de nature à freiner les spéculateurs de tout bord. C'est finalement plus un partage des bénéfices qu'un frein quelconque à l'augmentation des prix dans l'immobilier.

La spéculation foncière prend également d'autres visages. Le changement d'affectation



de terrains agricoles en surfaces constructibles permet une plus-value phénoménale. Quel spéculateur averti se priverait-il donc d'une telle possibilité d'engranger de larges bénéfices ?

Les constats étant posés, reste à savoir quelles sont les mesures qui peuvent être prises. Du côté des locataires, il faut bien entendu systématiquement faire valoir son droit à une adaptation du loyer lorsque le taux de référence le permet. Il faudrait également, tant que faire se peut, trouver ou tenter de mettre en place des coopératives d'habitation et devenir ainsi locataire d'un immeuble dont le but n'est pas d'enrichir un propriétaire, mais de pouvoir loger ses habitants à prix coûtant.

Du côté politique, de nombreuses propositions doivent être imaginées. Elles sont à développer et à faire connaître à la population, puis à faire passer au niveau institutionnel, en luttant pied à pied. Par des initiatives populaires ou par le dépôt de motions et de postulat au parlement cantonal.

La politique cantonale doit ancrer le principe que le logement est un droit fondamental dont le coût facturé ne peut être que lié à des coûts réels et prouvés. Un programme doit mettre en valeur les terrains cantonaux ou communaux

constructibles et les réserver, via un droit de superficie, à des coopératives d'habitation à but non lucratif. Les terrains constructibles qui, pour des raisons spéculatives, sont laissés en friche, sont à exproprier et à remettre entre les mains de l'Etat ou des communes. En cas de vente d'un immeuble, priorité doit être donnée au rachat par les locataires ou par des coopératives d'habitation sur la base d'un prix estimé par une instance neutre en la matière. De plus, la taxation via les impôts des bénéfices liés à la revente d'un bien immobilier ou à la plus-value obtenue par un changement d'affectation doit être massivement augmentée afin de juguler toute spéculation de ce type.

La route est longue entre la situation actuelle et une solution acceptable pour la population. Elle est semée d'embûches et le lobby des propriétaires pèsera de tout son poids pour que rien n'aille empêcher le doux ronron de l'argent facilement accumulé. Mais ce n'est pas parce que le défi est de taille que nous devons y renoncer, bien au contraire. Les seuls combats perdus sont ceux qu'on ne mène pas et celui-ci mérite pleinement d'être mené.

Didier Divorner

Daniel Tanuro, le 1er mars 2012 à Lausanne Pôle Sud salle AIDA, (au rez-de-chaussée) av. Jean-Jacques Mercier 3

Café politique

« En réponse à la crise écologique, un capitalisme de plus en plus vert ? » en présence de Daniel Tanuro

le 1er mars 2012 à 20h00

Daniel Tanuro est l'auteur de « L'impossible capitalisme vert », Ed. La Découverte, 2010.

Fondateur de l'ONG belge « Climat et justice sociale », son action et son analyse lui ont valu de recevoir la Palme 2011 d'Inter Environnement Wallonie (IEW), une Fédération qui regroupe plus de 150 associations environnementales.

ECHOS D'UNE LEGISLATURE AU GRAND CONSEIL

Echos d'une législature au Grand Conseil

Cinq ans cela peut paraître long. Or, pour un canton qui compte près de 800'000 habitants, il n'y a pas trop de séances, chaque mardi, pour suivre le rythme des projets à réaliser. Depuis l'incendie du bâtiment de Perregaux, c'est au Palais de Rumine, sous les allégories du peintre Rivier, que se discutent et se décident les sujets et les lois qui concernent la vie de tous les jours des habitants du canton: des impôts aux assurances sociales, du logement aux hôpitaux ou à l'école, des transports à la justice, de l'environnement à la police. Malgré une majorité clairement à droite du Parlement, les votes sont serrés. L'adage « chaque voix compte » se vérifie fréquemment, au point que c'est parfois la voix prépondérante du président ou de la présidente du Grand Conseil qui enterme ou fait aboutir un projet.

Le groupe POP solidaritéS compte une majorité de femmes, c'est une exception. Et ce ne sont pas moins de 130 interventions (initiatives, motions, postulats, interpellations, questions) qui ont été déposées par le groupe au cours de la législature. Tous les domaines sont concernés: santé, logement, école et formation, environnement, droits des citoyens, économie et finances, immigration, transports, agriculture de proximité.

Des succès et des alliances

Un petit groupe comme celui-ci peut se targuer de jolies victoires. Comme tout récemment par le soutien à une formation professionnelle pour les jeunes sans papiers, une initiative cantonale qui sera adressée aux Chambres fédérales. Un succès aussi, parmi d'autres, que celui de la proposition d'instaurer une assurance cantonale pour les soins dentaires et la création de polycliniques dentaires. Mais là, on attend encore la concrétisation par le département de la santé de Pierre-Yves Maillard, qui a largement dépassé le délai légal de réponse. Les interventions prennent en effet beaucoup de temps pour passer de la proposition à la réalisation. Ainsi, en juin 2006, une motion popiste proposa un comité de députés visiteurs de prison. Le Conseil d'Etat commença, tout innocemment, par instaurer une instance qui ne respectait ni le fond ni la forme de la proposition. Ce n'est que ces jours-ci que le Parlement va pouvoir voter enfin sur un fonctionnement respectueux du vote initial, grâce à la réaction du Grand Conseil et de son Bureau.

Les comptes et le budget sont l'occasion d'exprimer les désaccords du groupe avec les stratégies politiques du gouvernement et de son

président Pascal Broulis, plus soucieux de limiter les moyens à disposition que de répondre aux besoins de la population. Le groupe a vivement combattu la ridicule frilosité de la politique des investissements. Un récent sursaut préélectoral vient de faire surgir 500 millions d'une discrète cagnotte et permettra de resusciter des projets de transports et d'énergies renouvelables.

Les projets de loi sont aussi le lieu de propositions d'améliorations et les amendements du groupe sont susceptibles de trouver des appuis. Car le rôle du député est aussi de chercher des alliances. Ce fut le cas avec des propositions communes avec le PS et les Verts, comme dans le domaine de la suppression des forfaits fiscaux, de la lutte contre l'espionnage d'ATTAC par Nestlé ou du contrôle du fichage des citoyens.

Le groupe POP solidaritéS a prouvé par ses propositions et sa vive participation aux débats qu'il est, plus qu'un aiguillon, un indispensable acteur de la politique vaudoise.

Christiane Jaquet Berger

ADHESION



- J'aimerais adhérer au POP
- J'aimerais m'abonner à Résistance
- J'aimerais abonner un-e ami-e à Résistance

Nom :

Prénom :

Adresse :

N° tél. :

Adresse e-mail :

Signature :

A renvoyer à l'adresse suivante : POP vaudois & Gauche en mouvement, Chauderon 5, 1003 Lausanne

LES CANDIDATS DE LA GAUCHE AU GRAND CONSEIL VAUDOIS

DISTRICT : CHABLAIS / LISTE 03 : Parti Socialiste et POP

Peppicelli Daniel

DISTRICT : JURA-NORD VAUDOIS / LISTE 06 : La Gauche (Alternatives, Point de départ, POP, solidaritéS)

Fékih Soufia / Grand-Greub Hélène / Humbert Mathias / Ibrahim Shaza / Jeanneret Pierre / Jenni Thomas / Mamin Yann / Ming Julien / Serex Bousrih Jacqueline / Simonin François / Subramaniam Gnanaseelan / Süri Daniel / Vacheron-Favre Danièle / Blanc Jean-Baptiste / Diaz Tania

Sous-district : La Vallée / Liste 04 : La Gauche (Alternatives, Point de départ, POP, solidaritéS)

Klouche Younès / Nagel Julien

DISTRICT : LAUSANNE / LISTE 03 : La Gauche (Alternatives, Point de départ, POP, solidaritéS)

Papilloud Anne / Jaquet-Berger Christiane / Dolivo Jean-Michel / Alabay Behram / Buclin Hadrien / Burri Françoise / Conscience Pierre / Crausaz Mottier Magali / Egli Andrea / Frund Sarah / Gilliard Diane / Guex Sébastien / Hofner Marie-Claude / Hubler Alain / Knecht Evelyne / Kocher Maïla / Köhler Nora / Leignel Thibaud / Lucas Isabelle / Misiego Céline / Oppikofer Pierre-Yves / Paccaud Isabelle / Payot David / Raboud Pierre / Sansonnens Julien / Wydler Aurélie / Zoss Aurélie

Sous-district : Romanel / Liste 06 : La Gauche (Alternatives, Point de départ, POP, solidaritéS)

Martinelli Bertrand / Arnold Yannick / Lucas Virginia / Noverraz Axel / Pauli-Rieder Sylvie

DISTRICT : NYON / LISTE 07 : POP et progressistes – SolidaritéS

Dupertuis Claude / Schenevey Slavojka / Sarrasin Larry / Trunde Vincent / Zidi Farid

DISTRICT : OUEST LAUSANNOIS / Liste 02 : La Gauche (POP & Gauche en mouvement - solidaritéS)

Divorne Didier / Keller Vincent / Sahin Fidan Yüksel / Aparicio Isabelle / Cadir Sihabdi / Clerc Karine / Freymond Nicolas / Haas Torriani Nicole / Rod Daniel / Romand Laura / Sahin Okkes / Siravo Ugo / Sisto Maddalena / Szenyan-Reymond Simone

DISTRICT : RIVIERA / Liste 05 : La Gauche (Alternatives, Point de départ, POP, solidaritéS)

Gonthier Alain / Luccarini Yvan / Perfetta Jules / Gitto Sabrina / Vallotton Alexandre / Obert Wanda / Studer Eric / Napi Aurélie / Tuberosi Jean-François / Luccarini Valérie / Perfetta Gilles / Studer Loren / Perret Andreas



de
Michel Bühler

CHANSONS

Dernièrement, en compagnie des groupes vocaux «Café-café» et «Lundi 7 heures» dirigés par Pierre Huwiler, avec la chanteuse Loraine Félix et l'ami Denis Alber, je participais à une «Fête à Jean Ferrat».

Quel bonheur!

Redécouvrir et partager avec les spectateurs, durant plus de deux heures, ces textes et ces mélodies magnifiques! S'émouvoir avec «Aimer à perdre la raison», ou «Ma Môme», elle qui «n' pose pas pour les magazines...», rire avec «Pauvres petits cons», fraterniser à travers «Potemkine»: «marin ne tire pas sur un autre marin» ou «J'entends j'entends»: «gagner pour vous, pour moi perdant», voyager et sentir des larmes monter à ses yeux en écoutant «la chanson noire de Don Pablo Neruda»!... Que ces musiques sont belles, et servent admirablement des paroles qu'on croirait écrites d'aujourd'hui! Écoutons Louis Aragon, quand il s'indigne: «Quoi? Toujours ce serait, par atroce marché, Ce partage incessant que se font de la Terre, Entre eux, ces assassins que craignent les panthères, Et dont tremble un poignard quand leur main l'a touchée?» N'est-on pas là en pleine actualité, ces «assassins» ne sont-ils pas les froids «traders» et les implacables financiers qui affament la planète?

Et quelle apothéose quand, à la fin du spectacle, les sept cents personnes du public, debout, chantent en chœur: «Que la montagne est belle»!...

La chanson, là, remplit son rôle; elle ouvre sur le monde, elle rend meilleur, elle met en communication et en communion!

Ce matin j'allume la radio. Pas d'erreur, je suis bien sur «La Première» de la Radio Romande: les paroles de la pièce musicale qui m'est donnée à entendre ne sont pas dans ma langue, mais en américain. Comme celles des trois chansons qui suivront. Attention, pas en chinois, en quechua ou en arabe! Il ne s'agit surtout pas d'ouvrir grand sa fenêtre aux cultures d'ailleurs! Non! On va me gaver pendant trois minutes, et de multiples fois ensuite durant la journée, avec la langue et la culture américaines! Comme disait la délicate Mme Thatcher: «TINA, there is no alternative: il n'y a pas d'alternative!» Si je veux apprendre ce qui se passe chez moi, si je veux m'informer et m'instruire en écoutant ma radio généraliste, je dois subir l'écoute de cette «malbouffe» musicale.

A quand remonte la dernière fois où, en entendant une musique diffusée dans la journée par la première des radios de Romandie, j'ai été ému, j'ai ri, j'ai eu envie de fraterniser, j'ai voyagé, j'ai sangloté, je me suis indigné? Et vous? Les belles chansons ne manquent pourtant pas...

On me vole mon temps d'écoute, on piétine la sensibilité qui me fait humain.

Cela n'engage que moi... je dis que ceux qui m'empêchent de grandir et d'entrer en communication, dans ma langue, avec mes semblables, sont des ânes et des assassins de l'intelligence.

Michel Bühler

PS: à ce propos, je vous recommande le dernier livre du linguiste Claude Hagège: «Contre la pensée unique».

LES CANDIDATS AU CONSEIL D'ETAT LA GAUCHE (ALTERNATIVES, POINT DE DEPART, POP, SOLIDARITES)

Jean-Michel Dolivo /

Soufia Fekih /

Yvan Luccarini /

Julien Sansonnens /

Aurélie Wydler

LE DESSIN DE DIDIER... LES FORFAITS FISCAUX



JULIEN SANSONNENS, NOTRE CANDIDAT AU CONSEIL D'ETAT



1. Comment expliques-tu ton engagement à gauche, et plus particulièrement dans le POP?

A l'époque du gymnase, une professeure de philosophie nous a fait lire un certain nombre de textes d'auteurs critiques qui m'ont ouvert les yeux sur certaines réalités sociales, je pense par exemple à Noam Chomsky. Mon engagement s'est d'abord fait par des lectures, avant que je m'intéresse à la vie politique et aux partis. Le G8 d'Evian, en 2003, ainsi que le mouvement antiguerre à la même époque ont joué un rôle de déclencheur: l'altermondialisme était alors très fort, avec de nouvelles idées qui bouillonnaient. J'ai fini par prendre ma carte au POP en 2006. C'était pour moi le parti le plus crédible: à la fois résolument à gauche, mais aussi capable d'assumer ses responsabilités jusqu'au Conseil d'Etat et dans les municipalités. C'est une question de cohérence: si on a un projet politique, il faut chercher à l'appliquer, accepter de «mettre les mains dans le cambouis», se frotter aux difficultés. Une position strictement contestataire ne m'a jamais convaincu.

2. Renseigne-nous sur ta formation scolaire et professionnelle.

J'ai fait ma scolarité puis mon gymnase à Neuchâtel, avant d'effectuer un apprentissage d'informaticien à l'Ecole technique de Sainte-Croix. Par la suite, j'ai travaillé dans ce domaine pendant deux ans, puis j'ai entamé des études en sciences sociales à l'Université de Lausanne, où j'ai obtenu un Master. Sans bourse, je n'aurais jamais pu reprendre les études: je milite donc pour le renforcement de ce système, qui permet de corriger en partie les inégalités sociales. Je travaille désormais à temps plein

dans le domaine de la santé publique, et je prépare un postgrade en recherche clinique.

3. Un homme politique est censé s'intéresser à tout. Mais il a bien sûr des domaines de prédilection. Quelles sont donc les priorités dans ton engagement?

Je m'intéresse de près aux questions écologiques (refus des OGM et de la privatisation du vivant), ainsi qu'à tout ce qui concerne les relations entre science et société, par exemple les nanotechnologies ou les technologies de surveillance. Le développement de nouvelles technologies induit de nouveaux risques pour les gens, et les partis dits «libéraux» sont aujourd'hui ceux qui bafouent le plus la liberté individuelle. Qui est en faveur de la vidéosurveillance? Qui a voté pour le passeport biométrique obligatoire?

4. Quelles sont les mesures que le prochain Conseil d'Etat (si il a l'aval du Grand Conseil) devrait impérativement prendre?

Le logement devrait être la priorité, tant la pénurie actuelle est grave. Le gouvernement de droite n'a aucune vision dans ce domaine, son bilan est consternant. Il faut ensuite investir massivement dans les infrastructures, notamment ferroviaires. Enfin, le prochain gouvernement devra corriger les inégalités de richesse qui se développent et menacent la cohésion sociale: cela passe par la fiscalité et les services publics. Un seul exemple: au CHUV, il manque un nombre considérable d'infirmières. Le Conseil d'Etat refuse les embauches au nom de la rigueur budgétaire, tandis qu'il accorde des forfaits fiscaux aux milliardaires étrangers. Cette politique qui favorise les riches est choquante.

5. L'alliance de gauche présente cinq candidats au Conseil d'Etat, ce qui est beaucoup vu sa force réelle. Comment justifier cette stratégie?

Comme de nombreux populistes, je n'étais pas en faveur de cette stratégie. Néanmoins, elle permet de mettre en avant la diversité qui constitue la gauche combative. Il est vrai aussi qu'à l'opposé d'autres partis, nous ne sommes pas financés par l'industrie ou les banques: nous devons donc nous saisir des instruments nous permettant de faire connaître nos idées. Présenter des candidats aux exécutifs est presque obligatoire pour se faire entendre: on peut le regretter, mais c'est ainsi.

6. Ce n'est un secret pour personne que le POP a perdu des plumes lors des récentes élections fédérales. Comment lui redonner un véritable poids politique?

Ce n'est pas une question facile. Le parti doit retrouver ce qui constitue sa plus grande – et peut être son unique – force: l'engagement de chacune et chacun. C'est à la direction du parti de créer les conditions pour que toutes et tous puissent avoir leur place et trouver du plaisir à militer. Nous devons redécouvrir la joie de travailler ensemble, de la camaraderie. Mais la situation n'est pas en notre faveur: la gauche, d'une manière générale, ne cesse de régresser. Avec la crise qui s'installe durablement, on observe des comportements conservateurs, on cherche d'abord à s'en sortir individuellement, avant de penser collectif...

Les communales ont été un beau succès pour le POP, avec notamment la brillante réélection de Marc Vuilleumier, ou le renforcement des groupes à Lausanne et Renens. Ensuite, les fédérales ont été une défaite, c'est vrai. Les prochaines élections cantonales sont sans doute les plus importantes de ce cycle: le résultat dépendra pour partie du niveau d'engagement des militants du parti et de la confiance des citoyens. Une gauche combative forte est nécessaire au canton de Vaud et à ses habitants.

7. Faire de la politique doit aussi correspondre à un certain plaisir. Qu'apprécies-tu le plus dans ton engagement et ton action?

Les meilleurs moments de l'engagement militant, c'est quand des personnes se mettent ensemble autour d'un projet et tirent à la même corde pour parvenir au but. Il y a quelque chose d'un peu magique dans la mise en commun d'énergies. A gauche, la victoire n'est jamais acquise, bien au contraire... mais lorsqu'on a travaillé dur, souvent pendant des mois, et que l'objectif est atteint, ce sont des moments magnifiques. La votation sur le salaire minimum, à la suite de l'initiative que nous avons portée avec nos partenaires, a été un grand moment: nous n'avons perdu que pour 1%, c'était une immense surprise pour tout le monde. Une si courte défaite a des allures de victoire! Désormais, le salaire minimum est au cœur du débat politique: à notre niveau, modestement, nous avons contribué à cela.

8. Nous aimerions mieux te connaître. Hors de ton engagement politique, quels sont tes goûts et tes intérêts?

J'apprécie l'histoire, plus particulièrement l'histoire contemporaine. Je reste aussi passionné d'informatique. Enfin j'aime la photographie argentique, qui n'est pas morte! Photographier avec des films, c'est presque un acte de résistance... La photo argentique est une école, car chaque prise de vue se paye: 36 poses par pellicule, pas une de plus... Elle oblige à bien réfléchir à son image, à la composition, aux différents réglages... C'est une photographie plus calme, presque contemplative. En photo aussi, il faut peut-être faire l'éloge de la lenteur!

Propos recueillis par Pierre Jeanneret

PROPRIOS DU SERVICE PUBLIC

L'ACTA: MENACE MONDIALE CONTRE INTERNET

Attaque contre les médicaments génériques, contre la nature — par le biais des brevets — censure mondiale d'Internet... Voilà ce qu'ont signé en cachette, au Japon le 26 janvier, les pays riches. C'est l'ACTA, l'Accord commercial anti-contrefaçon.

C'est au profit exclusif de grands lobbies industriels que l'ACTA a été ratifié. Protéger les droits d'auteurs n'est qu'un prétexte, une duplicité. De plus, surprise! Vous et moi l'avons signé! Dans notre dos, en effet, des inconnus participent depuis huit ans, au nom de la Suisse, à l'élaboration de cette escroquerie.

L'ACTA, sous couvert de lutte contre la contrefaçon, va permettre aux gros intérêts privés de surveiller partout dans le monde ce que nous faisons en ligne. Par exemple partager sur le net un article de journal ou quelques minutes d'une émission, va faire de nous un ou une criminelle. L'ACTA est bel et bien une censure politique et mondiale. Les puissants, qui ont acheté et muselé la presse, savent qu'une partie grandissante du public ne fait plus confiance aux médias. La liberté d'expression se réfugie sur le net. Et l'oligarchie sait que si la population se met à réfléchir, leur club de nantis est perdu.

Sur sa lancée, l'ACTA s'attaque aux médicaments génériques au nom de cette protection de la contrefaçon. L'Inde est déjà dans le collimateur du Suisse Novartis (Tiens, le voilà!). Les laboratoires suisses veulent interdire des médicaments génériques contre le cancer, produits en Inde. Le traitement fabriqué en Inde coûte 150 euros, celui de Novartis, pour les mêmes effets, s'élève à 2500 euros. En Afrique, les génériques pour séropositifs seront interdits... Il est vrai que les quatre cinquièmes des gouvernements, les pays pauvres de la planète, n'ont pas été consultés sur cet ACTA.

L'accord s'attaque aussi à la nature. On interdit aux agriculteurs de replanter des semences soit disant «brevetées». L'ACTA c'est la main basse des industriels sur la connaissance: il bloque la libre-circulation du savoir, impose au monde une ignorance de masse et une consommation coûteuse et standardisée. Même le diable, s'il existe, n'aurait jamais osé privatiser ainsi le vivant, le génome, la culture, la connaissance. La Suisse n'y échappera pas. L'ACTA est prévu pour s'étendre dans le monde entier.

L'appliquer sera facile: avec le pouvoir renforcé du copyright («droit d'auteur»), on obligera les fournisseurs de services sur internet, sous peine de sanctions, à s'ériger en censeurs. Ainsi héberger les envois de internautes sur un site peut devenir très risqué pour le détenteur de celui-ci. On pourra aussi bloquer un site qui dérange les dominants. Ce filtrage des contenus est calqué sur les méthodes chinoises. Pire. Le pouvoir projette de faire poser des mouchards ou «logiciels de sécurisation». La Chine s'y prépare activement.

La Commission de l'UE a signé — sans surprise — l'accord, mais il doit encore passer devant les parlementaires, qui n'y sont pas tous favorables. Des pétitions sont en cours. La lutte n'est pas finie.

Mais les gens réagissent. Aux Etats-Unis des accords semblables — certains sont en projet — soulèvent d'énormes oppositions. Les Anonymus ont bloqué des sites tels que celui du FBI, ils ont manifesté aux Etats-Unis mais aussi en France et en Pologne. L'ACTA n'est pas au bout de ses peines. Nous sommes aussi des Anonymus, leur devise est la notre: « Nous sommes légion. Nous ne pardonnons pas. Nous n'oublions pas. Redoutez-nous ».

Elisabeth Brindesi